

LE FANTÔME DU TERRORISME DANS UNE BANLIEUE DE MILAN

Paolo Grassi*

De 2001 à aujourd'hui, à la différence d'autres pays européens tels que la France, le Royaume-Uni, la Belgique, l'Allemagne et l'Espagne, l'Italie a été épargnée par le terrorisme de « matrice islamiste », d'où l'ouverture d'un vif débat dans les médias nationaux et internationaux qui a conduit à l'identification d'au moins trois causes principales pour tenter de l'expliquer. Les deux premières sont endogènes, internes aux conflits étatiques : la présence d'un nombre relativement peu élevé d'étrangers de deuxième et troisième génération par rapport à d'autres pays européens et l'expérience des forces de l'ordre, mûries dans la lutte contre la mafia et contre le terrorisme politique des années 70 (Kirchgaessner & Tondo, 2017). La troisième cause, plus débattue et contrastée, se situe dans un cadre géopolitique plus vaste. En effet, suite à la mise en place de politiques européennes toujours plus restrictives en matière de réglementation des flux de migrants, l'Italie reste l'un des rares corridors accessibles pour atteindre le vieux continent. Un acte de terrorisme en Italie toucherait les intérêts des extrémistes islamistes liés aux trafics de migrants et

* Università degli Studi di Padova - Dip. di Scienze Storiche, Geografiche e dell'Antichità – Via del Vescovado, 30 – 35141 Padova (Italia)
Courriel : paolo.e.grassi@gmail.com

conduirait à la fermeture d'un important canal de communication entre l'Europe et le Moyen-Orient (Tomasetta, 2017).

Quoi qu'il en soit, l'absence d'actes de terrorisme de « matrice islamiste », au lieu de créer un climat serein et pacifiant, a fomenté et amplifié les préoccupations sécuritaires des Italiens (cf. Caldeira, 2000). La présence fantasmatique du terrorisme conditionne sans aucun doute les politiques et les pratiques quotidiennes. Par exemple, le thème de la sécurité était l'une des principales préoccupations de la campagne électorale qui vient de se terminer. Comme je vais tenter de le démontrer, cette obsession de la sécurité dessine une « géographie » de la peur qui se répercute sur l'usage des espaces publics et privés (Davis, 1999). Elle reproduit des divisions sur des bases ethniques, religieuses et de classe en mélangeant souvent les trois dimensions. L'« étranger », « musulman » et « pauvre », devient le prototype du bouc émissaire de cette culture de la terreur (Girard, 1987), et la périphérie urbaine, le lieu de sa territorialisation.

J'analyserai ce processus à partir d'une étude de cas en Italie : San Siro, l'un des quartiers les plus importants d'habitat populaire de la ville de Milan (Cognetti & Padovani 2016). À travers une enquête ethnographique toujours en cours, j'ai pu repérer certains des événements liés à la peur du terrorisme qui ont ranimé le stigmatisme territorial qui, historiquement, touche le quartier. Dans cet article, je ferai dialoguer les narrations d'Ornella (nom fictif), ex-membre d'un comité de quartier composé d'une quinzaine de résidents âgés italiens, et celles d'autres acteurs sociaux. De surcroît, je prendrai en compte certaines représentations médiatiques qui ont brossé le portrait de San Siro dans son ensemble, le présentant comme une « casbah », une forteresse arabe inatteignable au centre du chef-lieu lombard. C'est ainsi qu'à travers un processus connu des socio-anthropologues, San Siro est devenu un bouc émissaire, l'élément capable d'abriter tous les maux et les failles de la communauté. Ce stigmatisme territorial se reproduit à l'intérieur, grâce à des représentations conflictuelles (Wacquant, 2008). En revanche, il est en même temps contesté et déconstruit, utilisé tactiquement par

différents groupes sociaux. La réponse gouvernementale consiste à lui accorder une attention sélective qui alterne des actions préventives à d'autres répressives.

Pour une définition du terrorisme et une approche critique de son étude

L'*International Encyclopedia of the Social Sciences* informe le lecteur de la valeur plus politique qu'analytique, du terme « terrorisme » : “*The concept is closely related to major power conflicts, such as the cold war, nationalist conflicts, and – most recently – religious-political polarization; and its political use and academic definitions have changed accordingly*” (Verkaaik, 2008). Pour cette raison le terrorisme a été étudié par les sciences sociales sous deux aspects : comme une forme particulière de violence d'une part, et par rapport à son « usage discursif » d'autre part, soit à sa capacité à alimenter la peur – que l'acte terroriste soit réellement commis ou qualifié comme tel, il nourrit la peur. Nous choisirons ici, à partir de l'ethnographie d'un cas d'étude spécifique, cette dernière orientation d'analyse.

Ma référence est celle des *Critical terrorism studies* (CTS) qui se sont développées dans le milieu scientifique surtout à partir des attaques terroristes du 11 septembre 2001. Dans un essai de 2009, les chercheurs en sciences politiques, Harmonie Toros et Jeroen Gunning, en formulent une synthèse. Le fait d'utiliser une approche critique pour l'étude du terrorisme signifie, de façon basique, en dévoiler les suppositions et les intérêts, contre la réification du *statu quo* et le discours sécuritaire hégémonique. Cela revient également à contester de manière constante une position centrée sur l'État, en se focalisant au contraire sur les contextes locaux et sur l'interaction des différentes formes de violence (Toros & Gunning 2009). Il est aisé de comprendre comment l'ethnographie, à cause de sa nature microsociale, épouse parfaitement cette posture.

Dans le cadre de la discipline anthropologique, je m'appuie tout particulièrement sur l'option à la fois épistémologique et méthodologique de l'« implication », élaborée par l'anthropologue

français Gérard Althabe et développée en Italie par son élève Ferdinando Fava (Althabe, 1969 ; Fava, 2017). J'ai tenté d'aborder le travail de terrain, sans être poussé par le seul souhait d'obtenir des informations. En effet, ma préoccupation n'a pas concerné exclusivement mon positionnement personnel par rapport à des interlocuteurs potentiels. Au contraire, je me suis sans cesse demandé ce que je représentais pour eux à travers mon « geste » anthropologique, puisque moi-même j'étais englobé dans leur champ de relations. L'implication de l'anthropologue est l'élément « analyseur », le principe qui autorise l'enquête ethnographique. La façon dont certains m'ont inclus dans leur monde a déterminé ma manière de procéder.

Je travaille depuis janvier 2017 dans le quartier d'habitat populaire de San Siro, empruntant plusieurs parcours d'investigation¹. Parmi ceux-ci, mon lien avec un comité de quartier, composé d'une majorité de personnes résidentes âgées italiennes, a une importance particulière. J'ai assisté à leurs réunions hebdomadaires, interviewé ses membres en retraçant leurs histoires de vie. Chaque mercredi matin, une quinzaine de femmes et d'hommes se rencontrent dans une salle appartenant à l'aller (Azienda Lombarda Edilizia Residenziale²), l'entité qui gère le patrimoine immobilier public du

¹ Bourse de recherche financée par le Département des sciences historiques, géographiques et de l'antiquité (Université de Padoue). Titre du projet : « Milan hostile. Les espaces de violence et la violence de l'espace ». Le but de cette recherche est d'analyser la relation entre l'espace urbain et le continuum de la violence au niveau microsocial. À cette fin, j'ai suivi l'activité de deux comités, passé en revue les trajectoires biographiques de certains résidents, interrogé des membres d'institutions locales. Depuis le début de la recherche, je soutiens activement un groupe de planificateurs urbains de l'École polytechnique de Milan qui travaille dans le district depuis 2014, appelé « Mapping San Siro ». C'est un projet de recherche-action du Département d'architecture et d'études urbaines de l'École polytechnique de Milan, coordonné par Francesca Cognetti, avec le soutien de Liliana Padovani (Université IUAV, Venise). Cf. www.mappingsansiro.polimi.it.

² La Société lombarde de construction résidentielle.

quartier³. Le comité concentre son activité sur la lutte contre les occupations abusives qui concernent San Siro⁴. Peu importe qu'elles soient le fait d'acteurs illégaux reliés à un réseau ambigu de racket, ou de membres d'un mouvement pour le droit au logement : les occupants abusifs représentent l'ennemi principal contre lequel lutter.

Le comité peut être en partie associé aux groupes Nimby (*Not in my backyard*) qui ont été étudiés avec attention par certains sociologues italiens⁵ (Bortoletti, 2004). La perte de repères identitaires et politiques, due aux transformations socio-économiques contemporaines, expliquerait la formation de ces organisations qui défendent leur territoire contre d'autres acteurs sociaux perçus comme des menaces à la sécurité (cf. Castel, 2004). En effet San Siro, qui est né entre les années 30 et 40 pour accueillir les familles employées dans les usines des environs⁶, accueille aujourd'hui une population en majorité jeune et étrangère, venant surtout du Maroc et d'Égypte⁷. La majorité des membres du comité représente donc le passé industriel du quartier ou, tout au moins, a un lien historique avec celui-ci⁸. Comme je le démontrerai à partir

³ Aler gère à Milan environ 72 000 logements populaires. La mairie de Milan gère en revanche, à travers la société MM, environ 29 000 logements. Aler est le seul gérant des logements publics du quartier de San Siro.

⁴ Le nombre d'occupants abusifs dans le quartier n'est pas connu. Des données Aler de 2013 parlaient d'environ 350 logements, chiffre sans doute doublé dans les 4 dernières années selon certaines coupures de presse.

⁵ Cf. Mantovani & Ostanel (2015) pour une revue de la littérature sur la thématique avec une référence au contexte italien.

⁶ Milan est une ville avec un passé industriel. Près de San Siro, il y avait au moins quatre grandes usines : la compagnie pharmaceutique Recordati, les usines de tissage de coton De Angeli Frua, la compagnie automobile Isotta Fraschini, la filiale italienne de Siemens (cf. Migliucci, Oriani & Schiavi, 2016).

⁷ 11 727 personnes selon les données de l'état civil de 2012. Les citoyens étrangers sont en grande partie égyptiens (37,2%) et marocains (10,4%), suivis par les Philippins, les Péruviens et les Roumains.

⁸ Ceci est vrai surtout si nous considérons les personnes à la tête du comité. En revanche, par rapport à la composition plus générale du groupe,

du prochain paragraphe, la peur du terrorisme, qui s'est répandue sur tout le territoire national suite aux attentats qui ont frappé plusieurs pays européens depuis le mois de mars 2004⁹, alimente leurs constructions et s'ajoute à d'autres représentations externes qui dévaluent l'image du quartier, participant ainsi à la structuration de la stigmatisation territoriale qui l'afflige.

San Siro et le fantasme du terrorisme : l'urbanisation de la peur

Ornella, sexagénaire d'origine méridionale, a fréquenté le comité de quartier pendant longtemps. Elle a ensuite préféré l'abandonner. Des engagements liés au travail, des divergences politiques et la résignation en sont à l'origine : Ornella a décidé d'essayer d'exploiter d'autres canaux pour ses revendications, surtout des liens personnels avec des politiciens locaux et des journalistes. C'est d'ailleurs pour cette même raison qu'elle a accepté de me parler, dans l'espoir que, moi aussi, en tant que « membre du monde universitaire », je pourrais trouver une solution à ses problèmes. Mon implication dans son réseau de relations a suivi cette logique. À partir de l'insertion dans ce réseau relationnel, qui constituait le principe analytique de la situation ethnographique (Fava, 2017), j'ai établi un lien privilégié avec Ornella.

Son regard excentré sur le comité est porteur d'interprétations. Ornella est à la bonne distance pour proposer une analyse critique. Elle vit dans le quartier depuis 30 ans, donc depuis les années 80, quand le problème principal du quartier pour elle était la drogue :

certaines précisions sont nécessaires. Tous les membres sont italiens, pour la plupart ils sont âgés. Une seule exception, une éducatrice quadragénaire qui a décidé de suivre les activités du comité à titre personnel, et un conseiller de la mairie qui en fréquente ponctuellement les réunions. Les membres sont en majorité des femmes, ex-ouvrières et ex-employées auxquelles s'ajoutent au moins trois hommes (l'un d'entre eux ex-dirigeant Aler).

⁹ Le 11 mars 2004, plusieurs bombes explosent dans quatre trains locaux à Madrid, provoquant 192 morts. Il s'agit du premier attentat terroriste sur le territoire européen après le 11 septembre 2001.

Dans les années 70 et 80 le danger était la drogue. Plus que le deal, ici, il y avait des jeunes qui se droguaient. Ici, dans la cour, il y avait deux familles dont les enfants étaient drogués. Tu les voyais rentrer à moitié groggy, parce que tu sais comme elle est l'héroïne, mais il n'y avait pas ce que tu vois maintenant. (Milan, mars 2017).

À la suite d'une période de difficultés économiques, Ornella obtient un logement social avec sa famille : elle s'y installe à la place de sa belle-mère décédée qui avait un contrat de location en bonne et due forme. Le passage d'une maison privée à un logement populaire est en partie vécu comme un échec, une chute dans l'échelle sociale, par ailleurs compensé par l'obtention d'un travail :

J'étais travailleur socio-sanitaire [...] j'ai travaillé [dans un hôpital] pendant 20 ans. Cependant j'y ai travaillé 20 ans *via* une agence d'intérim. Il y a trois ans j'ai passé un concours public, je ne l'ai pas gagné [...]. (Milan, mars 2017).

Victime de la flexibilisation des rapports de travail et après vingt ans de travail précaire, l'occasion d'être embauchée se présente mais Ornella échoue au concours et reste donc au chômage. Depuis 1985, de renouvellement en renouvellement, le quartier autour d'elle change radicalement. L'augmentation de la migration étrangère et la mauvaise gestion d'Aler font de San Siro un lieu peu hospitalier pour elle. L'occupation abusive constitue, de son point de vue, l'effet visible de la dégradation :

Bien sûr, au fur et à mesure que les personnes âgées décèdent, d'autres personnes les remplacent, la plupart abusivement. La vieille n'a pas le temps de mourir que d'autres occupent son logement. (Milan, mars 2017).

Ornella commence ainsi sa double bataille, au niveau du travail et de la politique à la fois. Elle trouve un emploi à temps partiel comme aide-soignante et participe pour un temps aux activités du comité de quartier : des réunions avec les membres des institutions, des piquets de protestation, des interviews dans les journaux. Cependant, à un moment donné, quelque chose se brise dans la relation avec les autres membres du comité. Ornella sort du comité et continue sa lutte. Cette fois-ci seule, ou accompagnée par quelques voisines. Dans son action, elle s'oppose à la chute de sa qualité de vie et aux changements survenus dans son quartier.

C'est en m'explicitant son action qu'Ornella mentionne dans sa narration le terrorisme de « matrice islamiste » :

Puis, très probablement, pour eux [pour les forces de l'ordre], c'est pratique d'avoir ces gens [les « délinquants »] à l'œil. Car la plupart sont tous des délinquants, mais ce n'est pas parce que j'ai une dent contre eux. Pour ce que je vois. Pas pour rien : trois terroristes ont été attrapés ici dans la zone. Le dernier habitait là, dans la rue Tracia. C'était il y a deux ou trois mois environ, celui qui travaillait à Arese, au centre commercial. Un autre, celui-ci était un gros calibre de l'Isis, dans la rue Paravia. Un autre est celui qui s'est fait exploser à la caserne Peruchetti, en 2009. Ils sont déjà trois. Ce qui veut dire, clairement, que cela les arrange aussi de les avoir ici. (Milan, mars 2017).

Dans son interview Ornella fait référence à trois faits de chronique. Le premier remonte à 2009. Un homme d'origine libyenne, occupant abusif depuis des années d'un logement à San Siro, se fait exploser avec deux kilos d'explosifs face à la caserne des carabinieri, sur la place Perrucchetti, pour protester contre l'intervention de l'armée italienne au Pakistan. Le dispositif, rudimentaire, blesse le militaire de garde et fait perdre la vue et une main à l'assaillant (*Repubblica*, 2009). Le deuxième et le troisième, plus récents, concernent l'arrestation de deux étrangers qui avaient transité dans le quartier : un Tunisien, membre d'un groupe salafiste, arrêté au Soudan le 14 novembre 2016 grâce à un mandat d'arrêt international (*Repubblica*, 2016) et un trentenaire marocain, Nadir Benchofri, lié à une cellule djihadiste allemande, arrêté à Milan le 4 décembre 2016 (Grande, 2016).

La précision avec laquelle Ornella se souvient de ces trois faits de chronique est inhabituelle. Le plus souvent, mes interlocuteurs, même en dehors du comité, font référence à San Siro comme à un quartier qui abrite des « extrémistes islamistes » sans pour autant parvenir à étayer leurs affirmations avec des données ou des événements précis :

Il y a des terroristes juste derrière la maison – m'explique un jeune Ukrainien résident à San Siro depuis qu'il était enfant.

On l'a vu l'autre jour à la télé [...] Il y avait en 2014 un terroriste présumé, il a fui en Syrie, ils ont envoyé Interpol pour l'attraper en Syrie ! Mohamed Game s'appelle.

Mais non, celui-là s'est fait exploser en 2009, tu es en train de mélanger les choses. (Milan, mars 2017).

L'attentat de 2009, sûrement plus tragique que d'autres, revient souvent, d'une manière fragmentaire, dans les récits de mes interlocuteurs. Ainsi, par exemple, au cours d'un échange enregistré lors d'une réunion du comité en mai 2018, un ex-employé d'Aler déclare :

Rue Garibaldi [nom fictif], ils devaient démolir pour reconstruire et restaurer. En fin de compte, ils n'ont rien démoli, ils ont commencé à travailler maintenant, après 25 ans, parce qu'il y a toujours eu des oppositions politiques et syndicales. Les occupants non autorisés de la rue Garibaldi sont toujours là. Tant et si bien que... un bâtiment a été rénové avec des gens à l'intérieur, parce que nous ne pouvions pas les jeter [...] L'autre bâtiment de façade, est entièrement occupé par les abuseurs, y compris celui qui a lancé la bombe dans Perrucchetti. J'ai fait un rapport à Aler, mais ils m'ont répondu que c'était bien et ils l'ont laissé comme ça... C'est l'histoire. (Milan, mai 2018).

Dans un texte de 2000, l'anthropologue Teresa Caldeira décrit le *talk of crime* comme quelque chose de contagieux, d'incomplet et répétitif. Le *talk of crime*, en produisant des interprétations, organise et réorganise aussi symboliquement l'espace urbain (Caldeira, 2000). Si, dans les échanges quotidiens ou pendant mes interviews, le *talk of crime* suit des schémas peu structurés, surgissant de dialogues confidentiels, il devient une pratique plus ou moins codifiée pendant les réunions du comité de quartier dont Ornella a fait partie. En effet, les réunions du comité se concluent souvent avec une « revue de presse » préparée par l'un de ses membres. Des extraits de faits divers portant sur des questions concernant San Siro et la lutte contre les occupations sont lus, mais aussi des articles qui reprennent des thèmes plus amples : des réformes des retraites à l'automatisation du travail, de la crise des réfugiés politiques au terrorisme international.

À travers le débat, le classement, l'organisation hebdomadaire des faits divers, Ornella et les membres du comité simplifient les ambiguïtés et les mélangent à la vie quotidienne. Leur *talk of crime* est une modalité de connaissance du quartier populaire en constante évolution dans lequel ils vivent. Les résidents étrangers en font les frais, en devenant parfois l'objet d'essentialisations et de distinctions. Les catégories de « pauvre », « étranger » et « criminel » se confondent. Dans les narrations d'Ornella, ou dans la revue de presse du comité, le terrorisme devient l'un des sujets d'une constellation discursive qui inclut d'autres actes déviants, dont les vols, le commerce de drogue, les occupations abusives. La peur est un sentiment d'incertitude (sociale avant tout) qui s'alimente d'actes criminels. S'instaure ainsi un cercle vicieux où l'angoisse est signifiée et reproduite.

Re-production et dé-construction d'un stigmat territorial

Le niveau de vigilance contre de possibles actes de terrorisme reste par ailleurs très élevé sur tout le territoire national italien¹⁰. La peur se territorialise et conditionne la structure et l'usage aussi de l'espace urbain milanais. Mike Davis, déjà au début des années 90, mettait en lumière la relation entre peur, angoisses sécuritaires et écologie sociale des villes contemporaines (Davis, 1999). La logique identifiée par l'urbaniste états-unien semble s'appliquer – avec les précisions du cas – à des contextes plus sociaux. L'obsession pour la sécurité et le contrôle est devenue le *zeitgeist*¹¹ des politiques urbaines au niveau global. La sécurité est devenue, selon Davis, un bien défini par le revenu, donc un symbole de prestige. L'architecture s'inspire d'une syntaxe néo-militariste qui insinue la violence et évoque les dangers.

¹⁰ Cf. www.interno.gov.it : « Il Comitato di analisi strategica antiterrorismo rafforza le misure di sicurezza » (Le Comité d'analyse stratégique antiterrorisme renforce les mesures de sécurité) 18/08/2017.

¹¹ Expression philosophique romantique traduisible par l'« esprit du temps ».

Toutefois, c'est seulement au début des années 2000, après les attentats du 11 septembre 2001, que ces réflexions sur la structuration de l'espace urbain, en fonction de l'obsession sécuritaire causée par la peur, débouchent sur une analyse critique du terrorisme. David Graham écrit dans un texte de 2004 qu'il a lui-même édité : « In the wake of 9/11, and the other catastrophic terrorist acts of the last few years, the design of buildings, the management of traffic, the physical planning of cities, migration policy, or the design of social policies for ethnically diverse cities and neighbourhoods, are being brought within the widening umbrella of "national security" » (Graham, 2004 : 11).

Dans les quinze dernières années, le processus identifié par Davis semble donc subir une intensification. Les villes sont devenues les véritables objectifs de nouvelles guerres « civiques », des lieux clé des conflits contemporains (Rodgers, 2009). Le terrorisme constitue l'arme principale dans cette lutte urbaine contre le « nouvel ordre global » (Castells, 2004). Les villes se redéfinissent et se restructurent sur la base de la peur. Dans un cercle vicieux, de nouveau, la militarisation de l'espace urbain fomenté rétroactivement la terreur qui en est la cause.

Même l'Italie semble actuellement expérimenter les effets d'un tel processus, bien que de manière moins importante par rapport aux autres pays européens (et à d'autres périodes historiques¹²). En fait, le terrorisme en Italie assume les traits d'une présence fantasmagique, incorporelle, car non associable à des actes violents qui se seraient réellement produits. Il a cependant, quoi qu'il en soit, des conséquences réelles sur la quotidienneté des personnes. Après les attentats de 2015 en France, le ministère de l'Intérieur italien a resserré les mesures de contrôle et de surveillance pour garantir la « sécurité des villes¹³ ». À Milan sont ainsi apparues les premières barrières en béton pour protéger les objectifs considérés comme

¹² Je fais référence à la saison du terrorisme politique en Italie entre la fin des années 60 et 80.

¹³ Cf. aussi le décret récent sur les « Dispositions urgentes pour la tutelle de la sécurité des villes » du 20 février 2017.

sensibles. Les forces de l'ordre sont présentes majoritairement dans certaines aires centrales et de passage, comme les gares et les aéroports. Les événements publics sont réglementés par des circulaires spécifiques¹⁴. L'intensification des mesures de sécurité a été par moments rendue spectaculaire avec des blitz extraordinaires. Emblématique est le cas d'une grande opération menée à la Gare centrale le 2 mai 2017, avec l'emploi de chevaux, d'un hélicoptère et le concours des services de la propreté urbaine. Au cours de cette opération, surfant sur la vague de la panique morale occasionnée par l'augmentation des demandeurs d'asile, des dizaines de citoyens étrangers ont été contrôlés. Dans ce cas, on voit les catégories du « pauvre », de l'« étranger » et du « criminel » se confondre, en croisant de façon ambiguë des politiques d'accueil, de sécurité et de répression.

En ce qui concerne le quartier de San Siro, comme Ornella me l'avait par ailleurs indiqué, certaines enquêtes ont conduit à l'identification d'individus appartenant à des groupements musulmans radicaux. À ce propos, le surintendant en chef de la police d'État du commissariat dont fait partie San Siro, dans un entretien réalisé au mois de décembre 2017, explicite la raison pour laquelle le quartier a fait l'objet d'une attention particulière de la part des forces de l'ordre, en faisant référence à la question des occupations abusives :

L'alerte terroriste [à San Siro] est la conséquence de l'illégalité. Car dans un appartement dont on ne sait pas qui l'occupe, n'importe qui peut y être. Et il est arrivé en deux ou trois occasions qu'à l'intérieur des appartements dans le quartier de San Siro, à une ou deux reprises, on ait retrouvé des cellules fondamentalistes. Cependant c'est une chose dont nous ne nous occupons pas. C'est un niveau différent. Il y a du personnel qui ne fait que cela. C'est l'antiterrorisme qui s'en occupe. (Milan, décembre 2017).

Ceci dit, les enquêtes de l'antiterrorisme ne conditionnent certes pas la quotidienneté de la majeure partie des résidents du

¹⁴ Cf. circulaire du 07 juin 2017 du ministère de l'Intérieur concernant les « manifestations publiques » comme celles à caractère sportif, culturel, musical, de divertissement avec une forte affluence prévisible.

quartier. En revanche, la territorialisation de la peur est perceptible à travers des pratiques publiques et visibles. Parmi celles-ci, l'intervention désignée « Strade Sicure » (Routes sûres) de l'armée italienne. Une telle opération, régie par la loi n° 125, est appliquée sur tout le territoire national depuis 2008 : « Pour des exigences spécifiques et exceptionnelles de prévention de la criminalité, là où un contrôle accru du territoire s'avère opportun, un plan d'emploi d'un contingent de personnel militaire appartenant aux Forces armées peut être autorisé¹⁵. ». Sur le site internet de l'armée, on lit que « Strade Sicure » constitue actuellement l'engagement le plus onéreux des forces armées en ce qui concerne les hommes mobilisés (7 100 personnes), les moyens et les matériaux. De 2008 à aujourd'hui, les militaires de ladite opération ont été vus dans des centres d'accueil de demandeurs d'asile et des centres d'identification et d'expulsion (CIE), à L'Aquila pour le tremblement de terre de 2009, dans la vallée de Susa pour la sécurité des chantiers de la voie ferrée Torino-Lyon (TAV), à Naples et à Caserte contre des délits environnementaux, à Milan pour l'Expo 2015.

En se promenant dans le quartier San Siro, il est possible de croiser des véhicules tout-terrain de l'armée en patrouille ou garés à côté des voitures de la police, aux marges du marché de rue ou à proximité d'une place sur laquelle s'ouvrent aussi un lycée en langue française et une école italo-arabe. L'intervention des militaires est souvent perçue comme inutile par mes interlocuteurs résidant dans le quartier. « Ils ne font rien », est le commentaire récurrent que j'ai pu enregistrer. Effectivement, leurs possibilités opérationnelles sont limitées à la vigilance et au contrôle des routes¹⁶.

Le stigmatisme territorial, fondé sur la pauvreté et sur la présence d'une population migrante (auparavant italienne, étrangère par la suite), qui frappe le quartier depuis ses origines, se nourrit aujourd'hui de la dimension de la peur suscitée par le terrorisme

¹⁵ Loi n°125 du 24 juillet 2008.

¹⁶ Dans une perspective comparative sur l'inutilité des patrouilles pour le maintien de la sécurité, cf. Fassin (2011).

international¹⁷. La présence de l'armée la justifie. San Siro, à travers les descriptions des médias locaux et nationaux, devient la « casbah » ou la « Molebeek » de Milan. À ce propos, un ample extrait d'un article paru dans le quotidien conservateur *Il Giornale* en juillet 2017 peut servir d'exemple :

Une chose est certaine, dans cette zone on n'a pas l'impression d'être à Milan mais plutôt dans quelque casbah d'Alger ou du Caire, avec des femmes qui portent le voile partiel mais celles qui portent le voile intégral qui laisse entrevoir uniquement les yeux sont aussi nombreuses. Des Maghrébins qui entrent et qui sortent des boucheries islamiques de la zone, des portails des bâtiments à toute heure du jour et de la nuit, d'autres qui bougent entre les quelques bars de la zone, le parc de divertissement qui, désormais, de ludique a très peu... Au niveau de la sécurité, la zone de la place Sélinonte est une véritable bombe à retardement car elle présente toutes les caractéristiques d'une banlieue et ce n'est pas un hasard si deux assaillants, le Libyen Mohammed Game et le Marocain Nadir Benchofri, étaient logés là (Giacalone, 2017).

San Siro constitue l'un des quartiers marginaux dont la ville a besoin pour donner un nom à ses propres peurs (Toubon & Messamah, 1990), c'est-à-dire l'aire urbaine dans laquelle il est possible de circonscrire et de « confiner », au moins symboliquement, les ennemis de l'intérieur, le danger social. San Siro n'est pas essentiel pour stigmatiser les étrangers, mais la stigmatisation des étrangers trouve dans le quartier un référent spatial.

¹⁷ San Siro, né comme quartier ouvrier, a toujours fait l'objet de discriminations, puisqu'il accueillait la population « pauvre » et « migrante ». Ornella elle-même, dans un autre entretien, déclare : « Ils étaient mal vus les gens du Sud qui vivaient ici ? Oui, par exemple je te disais qu'avant ma belle-mère habitait là, eux ils sont milanais, mon mari est milanais. Je me rappelle que, pour eux en tant que Milanais, en face habitait la *terrona* [*sudiste*], F., la *terrona*. Puis quand je passais, il arrivait parfois qu'on mangeait ensemble, c'était vraiment l'habitude qu'ils avaient chez eux, le beau-père de mon mari pouvait dire : "Ah hier je suis allé au cinéma, il y avait derrière moi ces *terroni*, ils ont fait un bordel !" Avec l'augmentation de l'immigration en provenance de l'étranger au cours des vingt dernières années, cette discrimination semble s'être déplacée vers les étrangers en général ». À ce propos, voir Légé (1987) et Signorelli (1996).

Le stigmatisme territorial ainsi produit, grâce aussi à la présence fantasmagorique du terrorisme, n'est cependant pas assimilé purement et simplement par les résidents de San Siro. L'opposition au stigmatisme se manifeste à travers plusieurs mécanismes. Loïc Wacquant, dans le texte qui compare les ghettos américains et les banlieues parisiennes, décrit comment le refus du stigmatisme peut « rebondir » vers d'autres personnes considérées comme moralement « inférieures ». Selon les acteurs sociaux qui utilisent cette logique, un quartier peut être représenté négativement de l'extérieur « à cause » de certains groupes d'individus, qu'ils soient des voisins, des étrangers de la cour des immeubles ou de jeunes déviants. Toutefois, grâce à de telles représentations conflictuelles, le stigmatisme territorial se reproduit, contribuant à la marginalisation des banlieues urbaines (Wacquant, 2008). Et c'est ce que fait Ornella à travers sa narration. Sa description de certains résidents de San Siro comme « délinquants » et dans certains cas même comme « terroristes », est une manière pour Ornella de s'en éloigner, d'établir une distinction. C'est ce que font les membres du comité de quartier pendant leurs réunions.

Il est possible de refuser le stigmatisme territorial même à travers d'autres mécanismes, que Wacquant dans son analyse semble sous-estimer. À San Siro, c'est le cas d'un deuxième comité proche du mouvement milanais de lutte pour le droit au logement, le Comitato Abitanti San Siro (Comité habitants San Siro). L'opposition au stigmatisme se fait dans le cadre de leur lutte politique, contre les institutions et contre les mass media, considérés comme étant les principaux responsables de la construction de l'image négative du quartier. Le « rebond » a donc lieu non pas à l'intérieur mais plutôt vers des sujets extérieurs. À San Siro, c'est le cas d'un groupe d'urbanistes liés au Polytechnique de Milan – avec lequel je collabore depuis le début de mon travail de terrain – qui a fait du

« renversement » du stigmat territorial un objectif spécifique de sa recherche appliquée au quartier¹⁸.

Ainsi décrit, le stigmat territorial peut donc être, avant tout, assimilé ou refusé. À ces deux réactions s'en ajoute au moins une troisième. Il s'agit de l'usage tactique du stigmat, finalisé pour atteindre des objectifs spécifiques. Je reviens à ce propos sur une réunion du comité de quartier qui s'est tenue le 18 janvier 2018. Et je retrouve la note suivante dans mon cahier de terrain :

Il est 11 heures et le conseiller pour le logement à la mairie de Milan arrive au siège du comité de quartier. La présidente du comité, une dame âgée, ex-militante du Parti communiste italien, introduit le débat. Elle met au centre de son intervention la question des occupations abusives. Puis elle passe aux doléances :

Il n'y a que des magasins arabes et chinois. Il s'agit de lieux de *deal*. On les fait fermer et ils rouvrent juste après. Il y a des immeubles entiers entre les mains des abusifs. (Milan, janvier 2018).

La présidente se plaint du jeu de ping-pong des responsabilités entre Aler et la mairie dans la gestion du quartier. Elle critique l'inefficacité du conseil municipal [une des circonscriptions de Milan]. Elle explique que le comité a été visité par beaucoup de politiciens. Elle liste les chaînes de télévision auxquelles elle a accepté de donner des interviews :

Nous vivons dans une situation d'insécurité – dit-elle.

Une dame ajoute :

Tant que les maisons seront vides, les gens les occuperont

Les autres personnes présentes interviennent de manière désordonnée :

Lorsqu'ils occupent, ils prennent toute la rue.

Il y a des terroristes.

¹⁸ Établir un objectif de ce type comporte sans aucun doute un positionnement spécifique dans les dynamiques du quartier et soulève des questions éthiques par rapport au rôle de la recherche dans des contextes marginaux, pas seulement milanais. La thématique est, en partie, approfondie par Cognetti (2016).

Ils sont une tribu.

Qui nous protège ?

Moi, j'ai peur de sortir.

Mais à ce moment-là, la présidente interrompt la discussion :

N'exagérons pas ! Moi je n'ai pas peur. Ne tombons pas là-dedans. Je vous vois sortir de la maison tous les soirs ! (Milan, janvier 2018).

En interrompant la discussion, la présidente du comité déchire le « voile de Maya », dénonce le caractère construit de la représentation. Non que la peur dont on parle – qui reproduit l'image de San Siro comme quartier dangereux – ne soit pas « réelle », ni qu'elle ne conditionne pas donc la quotidienneté de ces personnes-là, mais elle constitue toutefois un instrument pour soutenir des revendications face à un politicien local. La personne, membre du comité, qui déclare sa peur n'est probablement pas en train de mentir, mais la présidente, en critiquant son affirmation, signale qu'en réalité elle utilise cette peur comme une tactique dans le but d'atteindre un objectif spécifique : l'amélioration des conditions de vie dans le quartier, la demande désespérée d'attention institutionnelle.

Comme dans le cas du refus décrit par Wacquant, même l'usage tactique du stigmaté a pour effet paradoxal sa reproduction. Cependant son usage tactique démontre une *agentivity* négligée par l'analyse du sociologue français et rappelle que le stigmaté se réalise toujours dans l'action. Il ne s'agit plus d'une étiquette, il est performance et prestation (Goffman, 1963 ; Fava, 2014).

Conclusion

Dans un essai de 2009, l'anthropologue Jeffrey Sluka rappelle que la valeur ajoutée du geste anthropologique dans l'étude critique du terrorisme consiste à appliquer une perspective culturelle basée sur une approche ethnographique. Si le terrorisme est souvent pris dans les discours dominants comme une ultime incarnation du mal et que la lutte contre le terrorisme devient ainsi quelque chose de sacré ou un engagement moral, au cours de l'histoire de leur discipline les anthropologues ont, au contraire, adopté souvent une approche

problématisant cette posture. Ils ont étudié analytiquement les catégories de la violence et de la terreur, et mis en évidence le caractère construit, les dimensions éthiques et politiques du phénomène.

Dans ces pages, loin de vouloir nier le côté tragique des événements violents qui ont frappé récemment certains pays européens, j'ai tenté de démontrer comment la catégorie « terrorisme » peut constituer en même temps une « fantaisie » discursive et un puissant mythe politique qui ne possède pas une signification intrinsèque. L'exemple de San Siro démontre comment le terrorisme, même et uniquement à travers sa présence fantasmatique, peut représenter un élément d'une constellation discursive et contribuer à la formation d'un stigmat territorial qui, assimilé, reproduit, refusé ou utilisé tactiquement par tel ou tel autre acteur social, conditionne la réalité et la quotidienneté.

Le fantasme du terrorisme déborde les limites de la représentation ; il brosse une « géographie » de la peur qui se répercute sur l'usage des espaces publics et privés à deux niveaux : à l'intérieur de San Siro et par rapport à la relation que ce quartier entretient avec la ville qui le contient. Concernant le premier niveau, l'espace urbain de San Siro se structure par une hiérarchie des zones considérées comme sûres et des zones considérées comme dangereuses, donc à éviter. Ainsi, par exemple, les appartements occupés illégalement dans le quartier sont une source de préoccupation pour mes interlocuteurs en tant que résidences possibles pour les « extrémistes islamiques ». Concernant le second niveau, San Siro est représenté au contraire comme une « zone rouge » où il n'est pas possible d'entrer. Le 9 avril 2018, le groupe le plus conservateur de la municipalité 7 (l'un des districts qui divisent la métropole de Milan) a approuvé une motion qui exige « une garnison permanente de l'armée tant le jour que la nuit place Selinunte [le centre du quartier] et dans les rues du quadrilatère de San Siro ». À cette occasion, une conseillère a déclaré une fois encore : « Le quartier de San Siro a la triste réputation d'être le Molenbeek de Milan [...], la concentration d'étrangers y est très élevée ; ils sont presque tous maghrébins. Le quartier

populaire compte plus de 900 maisons occupées en partie par des Maghrébins et l'autre par des Roms. » (Bassi 9/4/2018). Le fantasma del terrorismo continua così a riprodurre le divisioni su base etnica, religiosa e di classe. La paura legata a ciò si territorializza producendo effetti tangibili e materiali.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALTHABE G., 1969. *Oppression et libération dans l'imaginaire. Les communautés villageoises de la côte orientale de Madagascar*. Paris, Maspero.
- BASSI C., 2018. « La Lega in municipio 7 chiede l'esercito per piazzale Selinunte », *Il Giornale*, 9/4.
- BORTOLETTI M., 2004. *Paura, criminalità, insicurezza. Un viaggio nell'Italia alla ricerca della soluzione*. Soveria Mannelli (CZ), Rubettino.
- CALDEIRA T., 2000. *City of Walls : Crimes, Segregation and Citizenship in Sao Paulo*. Berkeley, University of California Press.
- CASTEL R., 2004. *L'insicurezza sociale*. Torino, Einaudi.
- CASTELLS M., 2004. *The Power of Identity*. Oxford, Blackwell (2nd ed.).
- COGNETTI F., 2016. « Ricerca-azione e università. Produzione di conoscenza, inclusività e diritti », *Territorio*, 73 : 1-8.
- COGNETTI F., PADOVANI L., 2016. « Ri-attribuire valore e senso ai quartieri di edilizia residenziale pubblica e alla politica della casa. Percorsi attraverso il quartiere San Siro a Milano », *Archivio di Studi Urbani e Regionali*, XLVII, 117 : 5-25.
- DAVIS M., 1999. *Geografie della paura. Los Angeles. L'immaginario collettivo del disastro*. Milano, Feltrinelli.
- FASSIN D., 2011. *La force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*. Paris, Seuil.
- FAVA F., 2014. « La scatola nera dello stigma », *Archivio Antropologico Mediterraneo On-line*, XVI, 16(1) : 31-44.

- FAVA F., 2017. *In campo aperto. L'antropologo nei legami del mondo*. Milano, Meltemi.
- GIACALONE G., 2017. « Adesso anche Milano ha la sua Molenbeek ? », *Il Giornale*, 8/7.
- GIRARD R. 1987. *Il capro espiatorio*. Milano, Adelphi.
- GOFFMAN E. 1963. *Stigma. Notes on the Management of Spoiled Identity*. London Penguin Books.
- GRAHAM D. (ed), 2004. *Cities, War, and Terrorism. Towards an Urban Geopolitics*. Malden (USA), Oxford (UK), Carlton (Australia), Blackwell Publishing.
- GRANDE F., 2016. « Milano, arrestato jihadista : era pronto a colpire l'Italia », *Il Giornale*, 5/12.
- KIRCHGAESSNER S., TONDO L., 2017. "Why Has Italy Been Spared Mass Terror Attacks in Recent Years?", *The Guardian*, 23/6/.
- LÉGÉ B., 1987. « Attitudes racistes et processus de constructions identitaires entre Italiens », in *Vers des sociétés pluriculturelles. Études comparatives et situation en France*. Paris, ORSTOM : 404-410.
- MANTOVANI C., OSTANEL E., 2015. *Quartieri contesti. Convivenza, conflitti e governante nelle zone Stazione di Padova e Mestre*. Milano, Franco Angeli.
- MIGLIUCCI D., ORIANI A., SCHIAVI S., 2016. *Tutte donne! Le storie, l'impegno politico e sociale a San Siro (1940-1968)*. Milano, Archivio del Lavoro di Sesto San Giovanni.
- REPUBBLICA, 2009. « Paura a Milano, bomba nella caserma. Un libico si fa saltare con 2 chili di esplosivo », 12/10.
- REPUBBLICA, 2016. « Terrorismo, arrestato in Sudan Abu Nassim : "È il reclutatore dell'Isis in Italia" », 14/11.
- RODGERS D., 2009. "Slum Wars of the 21st Century : Gangs, Mano Dura, and the New Urban Geography of Conflict in Central America", *Development and Change*, XL, 5 : 949-976.
- SIGNORELLI A. 1996. *Antropologia urbana. Introduzione alla ricerca in Italia*. Milano, Guerini e Associati.

TOMASETTA L., 2017. « Perché finora in Italia non ci sono stati attacchi terroristici ? », *TPI*, 24/7.

TOROS H., GUNNING J., 2009. “Exploring a Critical Theory Approach to Terrorism Studies”, in JACKSON R., BREEN-SMYTH M., GUNNING J. (eds), *Critical Terrorism Studies : A New Research Agenda*. London/New York, Routledge: 87-108.

TOUBON J., MESSAMAH, K. 1990. *Centralité immigrée, le quartier de la Goutte d'or*. Paris, L'Harmattan.

SLUKA J., 2009. “The Contribution of Anthropology to Critical Terrorism Studies”, in JACKSON R., BREEN-SMYTH M., GUNNING J. (eds), *Critical Terrorism Studies: A New Research Agenda*. London/New York, Routledge: 138-155.

VERKAAIK O., 2008. “Terrorism”, in DARITY W.A. (editor in chief), *International Encyclopedia of the Social Sciences*. Farmington Hills, MI, The Gale Group, VIII: 328-330.

WACQUANT L., 2008. *Urban Outcast. À Comparative Sociology of Advanced Marginality*. Cambridge, Polity Press.

Résumé

De 2001 à aujourd'hui, à la différence d'autres pays européens tels que la France, le Royaume-Uni, la Belgique, l'Allemagne et l'Espagne, l'Italie a été épargnée par le terrorisme de « matrice islamiste ». Loin de créer un climat apaisant, cette exemption a favorisé et amplifié les phobies sécuritaires des Italiens. La présence fantasmatique du terrorisme conditionne les politiques et les pratiques quotidiennes. Elle dessine une géographie de la peur qui a des répercussions sur les modalités d'occupation des espaces publics et privés. Elle reproduit les divisions sur base ethnique, religieuse et de classe, en mélangeant souvent les trois dimensions. L'« étranger », « musulman » et « pauvre » devient le bouc émissaire prototype de cette culture de la terreur ; la périphérie urbaine, le lieu de sa territorialisation. Cet article analyse ce processus à partir d'une étude de cas singulière : San Siro, l'un des plus grands quartiers d'habitat populaire de la ville de Milan.

Mots-clefs : Terrorisme, peur, théorie critique, Milan, anthropologie urbaine.

Summary

The Specter of Terrorism in a Suburb of Milan

Since 2001 Italy has not been the object of Islamist terrorist attacks, unlike other European countries such as France, the United Kingdom, Belgium, Germany and Spain. However, far from creating a peaceful atmosphere, this exception has fomented and amplified the security anxieties of Italians. The phantasmagorical presence of terrorism affects daily policies and practices. It shapes a geography of fear that influences the use of public and private spaces. It creates divisions on the basis of ethnicity, religion and class, often confusing these three elements. The “foreigner”, “muslim” and “poor” becomes the prototypic scapegoat of this culture of terror. Italian urban suburbs are the site of its territorialisation. This article analyses this process using a singular case study: San Siro, one of the largest working-class neighbourhoods in the city of Milan.

Key-words: Terrorism, fear, critical theory, Milan, urban anthropology.

* * *